

Les charges administratives plus lourdes à Genève

ATTRACTIVITÉ. Une étude de la CCIG montre que le secteur public est plus dense et plus coûteux à Genève que dans les cantons de Bâle-Ville, Vaud et Zurich.

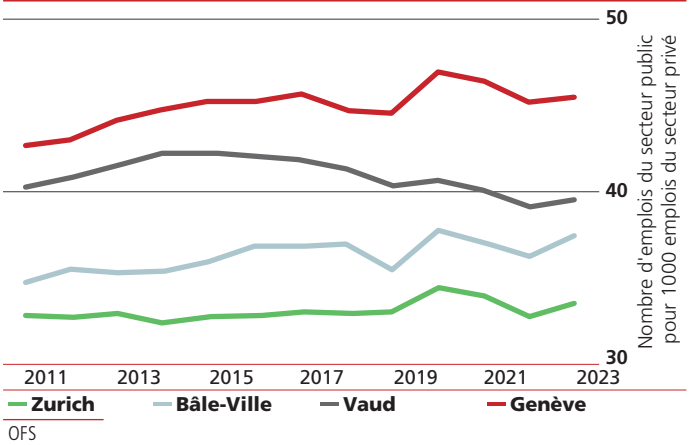
Christian Affolter

Une réduction «ambitieuse» de la bureaucratie à Genève permettrait de gagner jusqu'à 2,8 milliards de francs de croissance du PIB par année. C'est la dernière étude économique de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) qui l'affirme. Présenté mardi, ce travail s'appuie sur une comparaison avec les pays les plus performants de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), «surtout les pays scandinaves», précise Mario Marchesini, directeur adjoint de la CCIG.

Actuellement, selon un sondage mené dans le cadre de l'enquête conjoncturelle trimestrielle de la CCIG, les entreprises genevoises doivent dédier l'équivalent de 8200 postes à temps plein aux obligations administratives, soit un emploi sur 38, respectivement 27,7 heures de travail sur un mois. En se basant sur le salaire médian du secteur privé, cela représente un coût direct de 705 millions par année, calcule la chambre. Pour améliorer la situation, l'étude préconise d'estimer systématiquement la charge administrative engendrée par toute nouvelle réglementation, en s'inspirant de la Loi fédérale sur l'allègement des coûts de la réglementation pour les entreprises. Du côté de la numérisation, Mario Marchesini salue le lancement d'un «guichet unique» sous l'impulsion du Département de l'économie de Delphine Bachmann en février 2025.

Cependant, il observe une «grande frustration» au sein des entreprises, notamment du secteur de la construction, qui doivent obtenir plusieurs préavis, passant d'un interlocuteur à un autre. La CCIG appelle à la création d'un «véritable

GENÈVE COMPTE LE PLUS D'EMPLOYÉS DU SECTEUR PUBLIC



guichet unique», permettant notamment de ne saisir qu'une seule fois les informations nécessaires aux différentes autorités, comme le prévoient deux projets de loi du Conseil d'Etat. Mais son directeur adjoint reconnaît: «Genève a une Loi sur la protection des données très restrictive.»

La fonction publique la plus importante

Les auteurs de l'étude ont comparé l'importance du secteur public genevois avec trois autres cantons présentant des «caractéristiques économiques similaires»: Bâle-Ville, Vaud et Zurich. Il en ressort qu'à Genève les salaires des employés du canton représentent la part la plus importante du PIB, soit 2,8% en 2022, contre 2% à Bâle-Ville et environ 1,5% à Vaud et à Zurich.

Genève se distingue aussi par un écart de rémunération élevé: le salaire médian de ses employés de l'administration est de 22,9% supérieur à celui versé dans le secteur privé, cette différence se montant à 19% du côté de Vaud et à 16% à Zurich. Ces chiffres font écho à l'indice de compétitivité qu'UBS publie chaque année: Genève se trouve en dernière position des 26 cantons sur le

critère des finances de l'Etat, qui inclut notamment le poids de l'administration publique.

Cet appareil administratif comparativement plus dense et plus coûteux absorbe 18% du PIB, soit la quote-part fiscale la plus élevée des quatre cantons (Vaud: 15,5%). Et des études fédérales auxquelles se réfère la CCIG établissent un lien entre la mobilisation des ressources publiques et une «augmentation des obligations informationnelles et procédurales pesant sur les entreprises». C'est peut-être pour cette raison que, dans le domaine des marchés publics, deux tiers des entreprises sondées perçoivent cette charge comme plutôt élevée ou élevée. La réglementation de la construction (63,2% des répondants) et les dispositions sectorielles (63,0%) sont également jugées contraignantes. C'est en revanche du côté des normes environnementales qu'une majorité des entreprises (56%) a constaté une augmentation des exigences en dix ans. Et selon une enquête de la Fondation pour l'attractivité du canton de Genève (Flag) de l'année dernière, citée par la CCIG, près de 80% des entreprises genevoises estiment que l'administration doit améliorer sa rapidité pour les accompagner. ■